

Étude liminaire, modifications nécessaires (en vert et bleu).  
Auteure, Séverine Serres.  
ous droits réservés. Partage non lucratif autorisé sous réserve  
de respect de l'indivisibilité et de l'intégrité du contenu, soit tel  
quel et avec citation obligatoire. Utilisation non lucrative  
autorisée aux Parlement, Gouvernement & Conseil  
Constitutionnel jusqu'au 30/06/20, et sous réserve de respect  
de l'indivisibilité et de l'intégrité du contenu, soit tel quel, et  
avec citation obligatoire.

# N° 106 SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2019-2020  
22 juin 2020

## ATTENTION TEXTE ADOPTE PROVISOIRE

*Seule l'impression définitive a valeur de texte authentique*

# PROJET DE LOI

*organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire  
(procédure accélérée)*

*Le Sénat a modifié, en première lecture, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale  
en première lecture après engagement de la procédure accélérée, dont la teneur suit :*

**Voir les numéros :**

**Assemblée nationale** (15<sup>e</sup> législature) : **3077, 3092** et T.A. **442**.

**Sénat** : **537, 540** et **541** (2019-2020).

### Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire

Hors état d'urgence il ne peut pas être considéré comme proportionné de limiter l'accès des personnes exclusivement aux biens et services de première nécessité. Pour rappel si la situation l'exige, le 1er Ministre peut re-déclencher l'état d'urgence en quelques heures. Cette suggestion mérite donc d'être entérinée aussi, **Article 1<sup>er</sup>** comme les autres l'ont été !

I. – À compter du 11 juillet 2020 et jusqu'au 30 octobre 2020 inclus, hors des territoires mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> *bis*, le Premier ministre peut, par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, dans l'intérêt de la santé publique et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 :

1° Réglementer la circulation des personnes et des véhicules, ainsi que l'accès aux moyens de transport collectif et les conditions de leur usage et, pour les seuls transports aériens et maritimes, interdire ou restreindre les déplacements de personnes et la circulation des moyens de transport, sous réserve des déplacements strictement indispensables aux besoins familiaux, professionnels et de santé ;

2° Réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, d'une ou plusieurs catégories d'établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunion, à l'exception des locaux à usage d'habitation, en garantissant l'accès des personnes aux biens et services de première nécessité ;

3° Sans préjudice des articles L. 211-2 et L. 211-4 du code de la sécurité intérieure, réglementer les rassemblements de personnes, les réunions et les activités sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public ;

①

②

③

④

4° Imposer aux personnes qui, ayant séjourné au cours du mois précédent dans une zone de circulation de l'infection, souhaitent se déplacer par transport public aérien à destination ou en provenance du territoire hexagonal ou de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, de présenter le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19. La liste des zones de circulation de l'infection est établie dans les conditions prévues au II de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique.

II - (nouveau) Les données scientifiques justifiant le rapport du Ministre de la santé au Premier Ministre, visé au I, sont rendues publiques sans délai; elles sont mises à jour et publiées dès qu'elles évoluent, et régulièrement, pendant la durée des mesures prises. Ces mesures sont levées immédiatement lorsqu'elles ne sont plus nécessaires ou elles sont adaptées proportionnellement à la réduction du risque de résurgence établi. (même suggestion sur le fond que celle du 18/06/20, nécessaire pour une information transparente mini des citoyens, donc une garantie minimum contre l'arbitraire)

III. – Lorsque le Premier ministre prend des mesures mentionnées au I, il peut habilitier le représentant de l'État territorialement compétent à prendre toutes les mesures générales ou individuelles d'application de ces dispositions.

Lorsque les mesures prévues au même I doivent s'appliquer dans un champ géographique qui n'excède pas le territoire d'un département, le Premier ministre peut habilitier le représentant de l'État dans le département à les décider lui-même. Les décisions sont prises par ce dernier après avis du directeur général de l'agence régionale de santé. Cet avis est rendu public.

Le Premier ministre peut également habilitier le représentant de l'État dans le département à ordonner, par arrêté pris après mise en demeure restée sans effet, la fermeture des établissements recevant du public qui ne mettent pas en œuvre les obligations qui leur sont imposées en application du 2° dudit I.

IV, IV bis et V. – (Non modifiés)

Ce recours au conseil scientifique hors état d'urgence est une aberration, telle que décrite dans mes remarques datées du 18/06/20, maintenues.

~~V bis. – Par dérogation à la dernière phrase de l'article L. 3131-19 du code de la santé publique, le comité de scientifiques mentionné au même article L. 3131-19 se réunit pendant la période mentionnée au I du présent article et rend périodiquement des avis sur les mesures prescrites en application des I et II du présent article ainsi que sur les mesures prises par le ministre chargé de la santé en application de l'article L. 3131-1 du code de la santé publique. Les avis du comité de scientifiques sont rendus publics sans délai.~~

**Amdt n° 11**

VI. – (Supprimé)

VII et VIII. – (Non modifiés)

IX. – (Supprimé)

X (nouveau). – Les attributions dévolues au représentant de l'État par le présent article sont exercées à Paris et sur les emprises des aéroports de Paris-Charles de Gaulle, du Bourget et de Paris-Orly par le préfet de police.

**Amdt n° 26**

#### Article 1<sup>er</sup> bis A (nouveau)

L'article L. 3131-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est remplacé par un I ainsi rédigé :

« I. – En cas de menace sanitaire grave <sup>Y établie</sup> appelant des mesures d'urgence, notamment en cas de menace d'épidémie, le ministre chargé de la santé peut, par arrêté motivé, dans l'intérêt de la santé publique et aux seules fins de prévenir et de limiter les conséquences de cette menace sur la santé de la population, prescrire :

« 1° Toute mesure réglementaire ou individuelle relative à l'organisation et au fonctionnement du système de santé ;

« 2° Des mesures de mise en quarantaine, de placement et de maintien en isolement, dans les conditions prévues au II des articles L. 3131-15 et L. 3131-17.

Étude liminaire, modifications nécessaires (en vert et bleu). Auteure, Séverine Serres. Tous droits réservés. Partage non lucratif autorisé sous réserve de respect de l'indivisibilité et de l'intégrité du contenu, soit tel quel et avec citation obligatoire. Utilisation non lucrative autorisée aux Parlement, Gouvernement & Conseil Constitutionnel jusqu'au 30/06/20, et sous réserve de respect de l'indivisibilité et de l'intégrité du contenu, soit tel quel, et avec citation obligatoire.

« Le ministre peut également prendre de telles mesures après la fin de l'état d'urgence sanitaire prévu au chapitre I<sup>er</sup> *bis* du présent titre, afin d'assurer la disparition durable de la situation de crise sanitaire. » ;

2° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) Au début, est ajoutée la mention : « II. – » ;

b) La seconde phrase est supprimée ;

3° Le troisième alinéa est supprimé ;

4° ~~Il est ajouté un III ainsi rédigé :~~ **Article 1<sup>er</sup> bis B (nouveau)**

~~« III. — Les mesures prescrites en application du présent article sont strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu. Il y est mis fin sans délai lorsqu'elles ne sont plus nécessaires. Les mesures individuelles font l'objet d'une information sans délai du procureur de la République territorialement compétent. »~~

**La mise en oeuvre des art. 1<sup>er</sup> et 1<sup>er</sup> bis A ne fait pas obstacle à la déclaration d'état d'urgence prévue au premier alinéa de l'art. L3131-13 du code de la santé publique, lorsque l'évolution locale de la situation sanitaire met en péril la santé de la population.** **Article 1<sup>er</sup> bis**

I. – L'état d'urgence sanitaire, déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et prorogé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, est prorogé jusqu'au 30 octobre 2020 inclus sur les seuls territoires de la Guyane et de Mayotte. Le 4° du I de l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi est également applicable, jusqu'à cette date, aux déplacements par transport public aérien en provenance ou à destination de ces territoires.

~~II (nouveau). — Dans les circonscriptions territoriales autres que celles mentionnées au I du présent article, l'état d'urgence sanitaire peut être déclaré dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 3131-13 du code de la santé publique, lorsque l'évolution locale de la situation sanitaire met en péril la santé de la population.~~

**Amdt n° 27**

III (nouveau). — L'article 1<sup>er</sup> de la présente loi est applicable dans les territoires mentionnés aux I et II du présent article, lorsque l'état d'urgence sanitaire n'y est pas en cours d'application.

**Amdt n° 28**

Je maintiens aussi mes suggestions du 18/06/20 à l'art. 2, car les choses vont toujours mieux en les disant expressément lorsqu'il s'agit de protéger les Citoyens contre le risque d'arbitraire.

**Article 2**  
(Conforme)